L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT DE LA LOUISIANE — NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 8 SEPTEMBRE 1852.

Imprimerie établie par G. F. W. HARDEE.

NOUVELLE-ORLEANS: MERCREDI MATIN, 8 SEPTEMBRE.

POUR PRESIDENT:
WINFIELD SCOTT.
DE LA VIRGINIE.
POUR VICE PRESIDENT:
WM. A. GRAHAM.
DE LA CAROLINE DU NORD.

ELECTEURS

Pour président et pour vice-président:

Premier District.—Jacques Toutant, de St-Bernard, (substitut, J. W. Helbig, de Plaquemines.)

Second District.—Christian Roselius, d'Orleans, (substitut Cyprien Dufossat, d'Orleans.)

Troisième District.—Duncan F. Kenner, de l'Ascension; (substitut, Fergus Gardere, de Jefferson.)

Quatrième District.—Geo. W. Watterston, de Livingston; (substitut, M. J. Barrow, de Ouest Feliciana.)

Cinquième District.—Alexandre Declouet de St-Martin, (substitut, J. K. Elgee, des Rapides.)

Sixième District.—John Hay, de Ouachita, substitut, D. F. Hoyenet, de Caddo.)

PROGRAMME WHIG.

Les whigs des Etats-Unis réunis en Convention formulent ainsi les grands principes conservateurs qu'ils soutiennent, pleins de confiance inaltérable dans l'intelligence du peuple souverain, dans son aptitude à se gouverner lui-même, dans son dévouement à la Constitution et à l'Union, proclame les opinions suivantes comme celles qui dirigent leur parti:

1° Le gouvernement des Etats-Unis est limité dans ses pouvoirs, il ne peut exercer que ceux qui lui sont spécialement attribués par la Constitution, ainsi que ceux qui sont nécessaires à l'exercice de ces pouvoirs. Quant aux pouvoirs qui ne lui sont point attribués spécialement ou implicitement, ils sont réservés expressément aux divers Etats et au peuple.

2° Les gouvernements d'Etat doivent être protégés dans l'exercice des droits qui leur sont réservés, de même que le gouvernement général a pouvoir exercer librement ses pouvoirs constitutionnels. Il importe que l'Union, soit respectée et défendue comme étant, pour nous, notre liberté.

3° L'Etat en sympathisant cordialement avec ceux qui aiment pour la liberté, en quelque pays que ce soit, nous affectionne à la doctrine connue sous le nom de république dans son vrai sens d'abord. Nous croyons avec lui que nous ne devons pas contracter d'alliances dangereuses avec les nations étrangères et adopter une politique qui nous fasse quitter notre terre à tribunal. Notre mission, comme république jusqu'ici prospère, est d'exposer et d'appuyer par notre exemple et par notre influence, mais non par la force, notre forme de gouvernement, et d'encourager par l'exemple et par de démonstrations amicales les efforts faits pour la liberté et l'humanité, particulier et individuel.

4° La série d'actes du 32me Congrès, connus généralement sous le nom de compromis, n'ont de règle immédiate pour le recouvrement des esclaves fugitifs, et en conséquence nous les acceptons et les whigs les considèrent comme un règlement définitif, qui ne doit être ni tenté, ni permis d'être remis en question, et que ce soit par aucun parti ou sous aucun prétexte, si ce n'est par un refus absolu dans la presse. L'Angleterre ne devra point rompre avec nous: ses intérêts sont trop intimement liés aux nôtres pour qu'elle les compromette sans nécessité absolue. On s'entendra de part et d'autre, car on aurait tout à perdre à ne le faire et à mettre flamberge au vent. L'honneur des bancs de Westminster n'en souffrira point et l'honneur d'avoir mis l'épée des combats aux mains de deux grands peuples.

Il y a bien encore la différence avec le Pérou au sujet de la possession des îles Lobos. Mais M. Webster fera bien entendre raison au gouvernement de ce dernier pays. Et d'ailleurs il paraît que ces îles battent plus de mouettes que glaises, il n'est pas probable que le guano pérou-vien nous rende plus belliqueux, et malgré l'estime toute particulière que nos compatriotes du Nord professent pour cet engrais, nous doutons qu'ils consentent à l'annexer politiquement aux Etats-Unis. La fusion ne sera jamais que souterraine, le Fusion aux îles Lobos se mêlera à la poudre de la Nouvelle-Angleterre, et ce sera la seule Union possible.

Nous n'en dirons pas autant des îles Sandwich. Il paraît constant que des propositions ont été faites au gouvernement américain pour accepter la souveraineté de l'archipel. Nous puisons nos renseignements à cet égard dans le silence même du président. Interrogé sur le fond sur la réalité des ouvertures qu'ils auraient été faites, M. Fillmore n'a répondu que l'intérêt public ne permettait pas de donner les explications que l'on désirait. C'est convenir tacitement qu'il a été fait au moins des propositions. Nous ne désapprouvons pas de voir un jour la domination américaine s'étendre sur les archipels du Pacifique. Nous toucherons alors aux portes de l'Asie et le commerce des trois-quarts de globe sera entre nos mains. L'irrésistible attraction exercée par les Etats-Unis leur vaudra en outre tôt ou tard la conversion de nouvelles contrées qui engageront le territoire national déjà si vaste et nous pousseront dans un premier avenir de premier degré dans puissance humaine.

Tels sont d'ampleur pas que le peuple se propose un jour de possibles prévisions. Cependant les mêmes ne sont pas encore possibles et il n'entre dans certains fonctionnaires de l'administration dont être perçu la mesure et droit d'entrée et non de taxes directes, et pour ne point parler de droits, une bonne politique exige que l'on distingue entre les divers objets [illegible] et qu'on encourage dans une sage mesure [illegible] nationales, dans toutes les classes et dans toutes les parties du pays.

5° La Constitution accorde au Congrès le pouvoir de réguler le commerce entre les nations étrangères et les différentes parties de l'Union; comme toutes les obstacles qui gênent la navigation des rivières, dans tous les cas où ces améliorations n'auront pas le caractère d'une dépense locale et à profit, nous croyons la faculté du commerce étranger ou domestique intérieur ces améliorations étant toutefois d'une nature nationale.

6° Le gouvernement fédéral et celui des différents Etats sont parties du même peuple; ils sont l'un et l'autre les serviteurs du propriétaire à la première et à la dernière des citoyens; ils méritent la confiance et l'immunité de chacun de ces derniers. Le respect de ces droits d'agents et des mesures constitutionnelles qu'ils prennent ne doit point être troublé par de simples motifs de parti et d'intérêt particulier et individuel.

7° La série d'actes du 32me Congrès, connus généralement sous le nom de compromis, n'ont de règle immédiate pour le recouvrement des esclaves fugitifs, et en conséquence nous les acceptons et les whigs les considèrent comme un règlement définitif, qui ne doit être ni tenté, ni permis d'être remis en question, et que ce soit par aucun parti ou sous aucun prétexte, si ce n'est par un refus absolu dans la presse. L'Angleterre ne devra point rompre avec nous: ses intérêts sont trop intimement liés aux nôtres pour qu'elle les compromette sans nécessité absolue. On s'entendra de part et d'autre, car on aurait tout à perdre à ne le faire et à mettre flamberge au vent. L'honneur des bancs de Westminster n'en souffrira point et l'honneur d'avoir mis l'épée des combats aux mains de deux grands peuples.

Il y a bien encore la différence avec le Pérou au sujet de la possession des îles Lobos. Mais M. Webster fera bien entendre raison au gouvernement de ce dernier pays. Et d'ailleurs il paraît que ces îles battent plus de mouettes que glaises, il n'est pas probable que le guano pérou-vien nous rende plus belliqueux, et malgré l'estime toute particulière que nos compatriotes du Nord professent pour cet engrais, nous doutons qu'ils consentent à l'annexer politiquement aux Etats-Unis. La fusion ne sera jamais que souterraine, le Fusion aux îles Lobos se mêlera à la poudre de la Nouvelle-Angleterre, et ce sera la seule Union possible.

Nous n'en dirons pas autant des îles Sandwich. Il paraît constant que des propositions ont été faites au gouvernement américain pour accepter la souveraineté de l'archipel. Nous puisons nos renseignements à cet égard dans le silence même du président. Interrogé sur le fond sur la réalité des ouvertures qu'ils auraient été faites, M. Fillmore n'a répondu que l'intérêt public ne permettait pas de donner les explications que l'on désirait. C'est convenir tacitement qu'il a été fait au moins des propositions. Nous ne désapprouvons pas de voir un jour la domination américaine s'étendre sur les archipels du Pacifique. Nous toucherons alors aux portes de l'Asie et le commerce des trois-quarts de globe sera entre nos mains. L'irrésistible attraction exercée par les Etats-Unis leur vaudra en outre tôt ou tard la conversion de nouvelles contrées qui engageront le territoire national déjà si vaste et nous pousseront dans un premier avenir de premier degré dans puissance humaine.

Tels sont d'ampleur pas que le peuple se propose un jour de possibles prévisions. Cependant les mêmes ne sont pas encore possibles et il